

Les auteures

Ioana Cîrstocea est chargée de recherche (HDR) au CNRS, membre du Centre européen de sociologie et science politique (CESSP, Paris) et associée à Société, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE, Strasbourg). Elle a coordonné le programme ANR « GLOBALGENDER » (MISHA, Strasbourg, 2013-2016) et fait partie du corps des tuteurs et tutrices du master « Genre, politique, sexualités » (EHESS, Paris). Ses recherches portent sur les reconfigurations du genre en contexte postsocialiste, la libéralisation et l'internationalisation des universités, les usages sociaux des savoirs en sciences sociales. Elle a notamment étudié les dynamiques de l'institutionnalisation académique et experte des savoirs féministes dans les anciens États socialistes, à la lumière d'une approche prosopographique et transnationale. Parmi ses publications : *Faire et vivre le postcommunisme : les femmes roumaines face à la "transition"*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2006 ; « Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989 », coordination avec Dorota Dakowska et Carole Sigman, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 45, n° 1, 2014 ; « Penser le pluralisme dans les mouvements féministes contemporains », coordination avec Isabelle Giraud, *L'Homme et la société*, n° 198, 2015, ainsi que des articles dans des revues et des ouvrages collectifs en français et en anglais (voir [<http://cessp.cnrs.fr/spip.php?rubrique262>]). Contact : ioana.cirstocea@ehess.fr.

Lucia Direnberger est coordinatrice de recherche et d'enseignement au Centre genre, à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève) et chercheuse associée au Centre d'enseignement, de documentation et de recherche pour les études féministes (CEDREF), à l'université Paris 7 Diderot, où elle a soutenu en 2014 une thèse en sociologie consacrée aux constructions des hétéronationalismes et aux contestations des normes nationales de genre par les mouvements des femmes en Iran et au Tadjikistan. Ses recherches postdoctorales traitent de la circulation et de la traduction des normes internationales de genre ainsi que de la construction d'une expertise nationale et internationale sur le genre. Elle travaille également sur les articulations entre sexe, race et classe dans la production de l'orientalisme et du néo-orientalisme qui vise l'Iran et le Tadjikistan. Parmi ses publications : « "En tant que femme musulmane..." : Minorisation et subjectivité politique au Tadjikistan postsoviétique », in Marta Roca i Escoda *et al.*, *L'intersectionnalité : enjeux théoriques et politiques*, La Dispute, Paris, 2016, p. 249-278 ; « Representations of Armed Women in Soviet and post-Soviet Tajikistan: between Description and Restriction of Women's Agency », *Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, n° 17, 2016 ; (avec Juliette

Cleuziou), « Gender and Nation In Post-Soviet Central Asia: From National Narratives To Women's Practices », *Nationalities Papers*, vol. 2, n° 44, 2016, p. 195-206. Contact : lucia.direnberger@gmail.com.

Jules Falquet est maîtresse de conférences (HDR) en sociologie à l'université Paris Diderot, membre du CSPRP (Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques) et coresponsable du Centre d'enseignement, de documentation et de recherche pour les études féministes (CEDREF). Ses travaux actuels portent sur la réorganisation des rapports sociaux de pouvoir de sexe, classe et « race » dans la mondialisation néolibérale, le rôle des institutions internationales et des États dans la mise en place de la mondialisation et les résistances produites par les mouvements sociaux, de femmes et féministes notamment, à partir de terrains latino-américains et des Caraïbes. Elle travaille également sur le genre des migrations et la critique du développement, ainsi que sur l'épistémologie féministe, en particulier les théories matérialistes et lesbiennes francophones, ainsi que celles de l'imbrication des rapports sociaux. Elle est membre des comités de rédaction des revues *Nouvelles Questions Féministes*, *Cahiers du Genre* et *Cahiers du CEDREF*. Elle a publié en français, espagnol, portugais et anglais principalement. Parmi ses ouvrages personnels : *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, 2008 ; et *Pax neoliberalia : Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, Paris, Éditions iXe, 2016. Contact : jules.falquet@univ-paris-diderot.fr.

Jane Freedman est professeure à l'université Paris 8 et membre du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPPA-GTM). Elle mène des recherches sur les migrations forcées, les politiques d'immigration et d'asile, et les politiques de lutte contre les violences basées sur le genre au niveau international et régional. Parmi ses publications récentes, *Gendering the International Asylum and Refugee Debate*, Palgrave Macmillan, 2015 ; *Gender, Violence and Politics in the Democratic Republic of Congo*, Ashgate, 2015 ; *A Gendered Analysis of the Syrian Refugee "Crisis"*, Routledge, 2017. Contact : jane.freedman@cnsr.fr.

Isabelle Giraud est chercheuse associée à l'Institut des études genre de l'université de Genève et docteure en science politique (Ph.D. université de Montréal/université de Versailles-Saint-Quentin, 2005). Elle a enseigné de 2006 à 2013 le cours « Mouvements des femmes et mondialisation » à l'université de Genève et réalisé une recherche sur le militantisme transnational sur le genre et les droits des femmes à Genève dans le cadre de l'ANR « GLOBALGENDER » (MISHA, Strasbourg). Elle est coauteure avec Pascale Dufour de l'ouvrage *Dix ans de solidarité planétaire. Perspectives sociologiques sur la marche mondiale des femmes*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2010 et de plusieurs articles sur le militantisme transnational, dont récemment : « La participation des femmes au niveau international : une citoyenneté "générée" », *Participations, revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, n° 2, 2015, p. 193-216. Contact : isabelle.giraudbrac@orange.fr.

Isabelle Guérin est socioéconomiste, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et affiliée à l'Institut français de Pondichéry. Le

cœur de ses recherches porte sur la financiarisation « par ses marges », ce qu'elle génère en termes d'exploitation et de paupérisation mais aussi de résistances et d'alternatives. La financiarisation est considérée comme un prisme d'analyse de mécanismes structurels plus larges, notamment la transformation (ou la non émergence) des État-providence et de la répartition des risques entre la collectivité (y compris la société civile) et les individus, mais aussi la nature même des rapports interpersonnels. Une attention particulière est accordée aux inégalités de genre et à leur entremêlement avec d'autres formes d'appartenance et d'inégalités. Ses ouvrages récents incluent *La microfinance et ses dérivés : émanciper, discipliner ou exploiter?*, Paris/Marseille, Demopolis/IRD, 2015 ; *The Crises of Microcredit*, coordonné avec Marc Labie et Jean-Michel Servet, Londres, Zed Book, 2015 ; *Sous le développement, le genre*, coordonné avec Christine Verschuur et Hélène Guétat-Bernard, Marseille, Éditions IRD, 2015 ; *Microfinance, Debt and Over-indebtedness. Juggling with Money*, coordonné avec Solène Morvant-Roux et Magdalena Villarreal, Londres, Routledge, 2013. Contact : isabelle.guerin@ird.fr.

Azadeh Kian est professeure de sociologie et directrice du Centre d'enseignement, de documentation et de recherches pour les études féministes (CEDREF), directrice de publication des *Cahiers du CEDREF*, directrice adjointe de l'UFR sciences sociales, coresponsable de la spécialité de Master « Genre et changement social et politique », responsable de l'axe « genre et intersectionnalité » au LCSP à l'université Paris 7-Diderot. Ses recherches, enseignements et publications portent sur : théories du genre et féministes, perspectives postcoloniales et intersectionnelles, genre et islam, genre et néo/orientalisme, société et politique en Iran, mouvements des femmes en Iran et au Moyen-Orient. Parmi ses publications : *L'Iran : un mouvement sans révolution? La vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*, Paris, Michalon, 2011 ; (dir.), *Genre et perspectives postcoloniales, Les Cahiers du Cedref*, n° 17, 2010 ; (co-dir. avec S. Dayan), *Le Moyen-Orient en mouvement, Tumultes*, n° 38-39, Paris, Éditions Kimé, 2012 ; *Les femmes iraniennes entre islam, État et famille*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002 ; « Iran, un siècle d'histoire au miroir du genre », in L. DAKHLI (dir.), *Le Moyen-Orient fin XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2016 ; « Femmes et féminisme au Moyen-Orient. Des voix plurielles », in C. VEAUVY et M. AZOUG (dir.), *Femmes et féminisme. Femmes, genre, féminisme en Méditerranée, Le vent de la pensée*, Saint-Denis, Éditions Bouchène, 2014 ; « Gender, Ethnicity and Identity in Iran: Surrender without Consent », in L. STENBERG et E. HOOGLUND (dir.), *Navigating Contemporary Iran*, Londres, Routledge, 2012 ; « Gender, Diversity and Ethnocentrism in Europe », *Trans-Humanities*, vol. 4, n° 5, février 2011. Contact : azadeh.kian@univ-paris-diderot.fr.

Delphine Lacombe est chargée de recherche au CNRS, rattachée à l'Unité de recherche migrations et société (URMIS) et associée au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron (CESPRA). Ses recherches portent sur le genre des formes du politique en Amérique latine, sur l'internationalisation des normes ayant trait à l'égalisation des conditions entre les sexes et les sexualités, et sur les violences envers les femmes. Elle a coanimé durant plusieurs années le séminaire « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats »

à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et intervient actuellement dans le séminaire « Amérique latine, politiques et sociétés (1979-2016) » à l'EHESS. Elle fut coauteure et secrétaire scientifique du programme ANR « GLOBALGENDER » (2013-2016). Elle coordonne actuellement le laboratoire VisaGe. Violences fondées sur le genre : données, santé, jeux d'échelles, université Sorbonne-Paris-Cité, pôle HALL, Cité du Genre 2017. Elle a notamment coordonné, avec E. MARTEU, A. JARRY-OMAROVA et B. FROTIÉE, « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats », *Cultures et Conflits*, n° 83, automne 2011 et avec J. DEVINEAU, « Violences envers les femmes », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 84, vol. 2, 2012. Contact : delphine.lacombe@cncrs.fr.

Amélie Le Renard est sociologue, chargée de recherche au CNRS (Centre Maurice Halbwachs), membre de l'équipe pédagogique du master Genre Politique Sexualité (EHESS) et co-directrice de la revue en ligne *Genre Sexualité Société*. Elle a publié les ouvrages *Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite*, Paris, Dalloz, 2011 et *A Society of Young Women: Opportunities of Place, Power and Reform in Saudi Arabia*, Stanford, Stanford University Press, 2014. Après une thèse sur les styles de vie des jeunes Saoudiennes à Riyad, elle s'intéresse aux transformations des rapports de genre, classe, race et nationalité dans des villes du Golfe. Ses enquêtes plus récentes font l'objet des articles « "On n'est pas formatés comme ça en Occident". Masculinités en compétition, normes de genre et hiérarchies entre nationalités dans une multinationale du Golfe », *Sociétés Contemporaines*, n° 94, 2014 et « "Ici, il y a les Français français et les Français avec origines" : reconfigurations raciales autour d'expériences de Dubaï », *Tracés*, n° 30, 2016. Elle a également codirigé deux dossiers sur les nationalismes sexuels et le genre de la nation dans les revues *Raisons Politiques* (2013) et *Sociétés Contemporaines* (2014). Contact : amelie.lerenard@gmail.com.

Elisabeth Marteu est docteure en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris et chercheuse associée à l'Institut international d'études stratégiques (IISS). Spécialisée sur le Moyen-Orient et les questions de genre, ses recherches portent sur les questions sociopolitiques et sécuritaires dans les espaces israélo-palestiniens, les mobilisations de femmes et la circulation transnationale des normes de genre, le genre dans les violences politiques et armées dans les zones de conflits. Elle a coanimé le séminaire « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats » à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et fut coauteure du programme ANR « GLOBALGENDER » (2013-2016). Parmi ses publications : avec Delphine LACOMBE, « Une "dépolitisation" de l'action collective des femmes? Réflexions croisées sur le Nicaragua et la Palestine », *L'Homme et la société*, n° 198, 2015 ; « Bedouin Women's Organizations in the Naqab: Civil Activism for Social Change? », in M. NSASRA, S. RICHTER, S. ABU RABIA-QWEIDER et R. RATCLIFFE (dir.), *Rethinking the Paradigms: Naqab Bedouin Research 2000+*, Londres, Routledge, 2014 ; « Féminismes israéliens et palestiniens : questions postcoloniales », *Tiers-Monde*, n° 209, 2012 ; dir. avec D. LACOMBE, A. JARRY et B. FROTIÉE, « Le genre globalisé : cadre d'action et mobilisations en débats », *Cultures et Conflits*, n° 83, 2011. Elle a dirigé l'ouvrage collectif *Civil Organizations and Protest Movements in Israel*, New York/Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009. Contact : elisabeth.marteu@sciencespo.fr.

Monique Selim est anthropologue, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, université Paris Diderot/INALCO/IRD). Ses recherches ont été au départ axées sur des espaces urbains stigmatisés de la société française. Elles ont pris ensuite comme objet privilégié l'entreprise et les rapports sociaux de travail dans leur double articulation avec les processus économiques et les contextes culturels de l'Inde, du Bangladesh, du Laos, du Vietnam, de l'Ouzbékistan. C'est sur l'émergence de la société civile en Chine qu'elle s'est ensuite tournée. Elle travaille aujourd'hui sur les normes globales de genre et leur réception en Asie (Chine, Laos, Vietnam) mais aussi en France dans une perspective de déchiffrement des évolutions idéologiques en cours et de leurs effets sur les modes de subjectivation. Les conséquences toujours singulières de la globalisation, ses réinterprétations endogènes par les différents acteurs sociaux en quête de nouvelles identifications, et par les opérateurs institutionnels nationaux et globalisés sont au centre de sa problématique. Elle a récemment publié à L'Harmattan *Réparer les inégalités?* (avec B. Castelli, 2016); *La libération des femmes, une plus-value mondiale* (avec A. Querien, 2015) et *L'enchantement de la société civile globale. ONG, femmes, gouvernance* (avec B. Hours, 2014). Contact : monique.selim@ird.fr.